



## Panorama affaires publiques des actualités du monde de la santé

### Semaine du 6 novembre 2023

#### EN RÉSUMÉ

##### LUNDI 6 NOVEMBRE

- M. Aurélien ROUSSEAU, ministre de la Santé et de la Prévention, a visité le Centre hospitalier universitaire de Montpellier, puis l'Institut du cancer de Montpellier (ICM).
- Mme Agnès FIRMIN LE BODO, ministre déléguée chargée de l'Organisation territoriale et des Professions de santé, a participé aux événements de lancement de la 4<sup>e</sup> édition de la semaine de la dénutrition en Ile-de-France. Elle est intervenue sur la promotion de l'activité physique Place de la Bastille, à Paris, puis a lancé l'opération "cuisines ouvertes" à l'Ehpad Camille Saint-Saëns à Aulnay-sous-Bois, avant de se rendre au centre hospitalier Casanova à Saint-Denis.

##### JEUDI 9 NOVEMBRE

- Le Sénat adopte la suppression de l'aide médicale d'État pour les personnes sans-papiers.
- Mme Agnès FIRMIN LE BODO, ministre déléguée chargée de l'Organisation territoriale et des Professions de santé, s'est rendue dans l'Oise pour inaugurer le centre de santé du Clermontois, adossé au Centre Hospitalier de Clermont puis l'IRM du Centre Hospitalier, outil très attendu par les professionnels de santé et les patients.

##### CALENDRIER PLFSS

- **Vendredi 10 novembre** : limite des dépôts d'amendements au Sénat
- **Lundi 13 novembre** : Début de l'examen des amendements en séance

#### Nominations

**M. Philippe SAUVAGE**, contrôleur général économique et financier, a été nommé contrôleur budgétaire et comptable ministériel auprès des ministères du Travail, du Plein l'Emploi et de l'Insertion, de la Santé et de la Prévention et des Solidarités et des Familles

#### INFOS ET CHIFFRES CLÉS

- **IVG**: L'Etat de l'Ohio a approuvé l'inscription du droit à l'avortement dans sa Constitution. En France, le débat est encore ouvert pour inscrire l'IVG dans la Constitution.
- **PLFSS** : Les principales mesures du projet de loi adoptées en première lecture sont sur le : déficit, l'économie en santé, la lutte contre la fraude, les arrêts maladie, l'incitation aux transports partagés, la pénurie de médicaments, le dépistage pour les femmes enceintes, la précarité menstruelle, le cannabis thérapeutique, le harcèlement scolaire, les retraites des indépendants, l'exonération de cotisations patronales et la tarification des hôpitaux en évolution.
- La Première ministre Elisabeth BORNE a une nouvelle fois engagé, peu avant minuit, la responsabilité de son gouvernement, sur la partie dépenses et sur l'ensemble du projet de budget pour 2024, en déclenchant le 49.3, qui permet une adoption du texte sans vote, sauf motion de censure. "Nous ne pouvons pas priver la France de budget" et "nous le pouvons d'autant moins que nous savons bien qu'il n'existe aucune majorité alternative capable de s'entendre autour d'un budget", a justifié la Première ministre lors d'une courte déclaration à la tribune de l'Assemblée, où elle a été huée à son arrivée. Mme BORNE a déploré le "rythme particulièrement lent" de l'examen d'un texte qui "a pu être dénaturé" par des "milliards de dépenses" supplémentaires. En outre, "aucun des groupes d'opposition ne semble vouloir sortir de sa position de principe : rejeter le budget, quoi qu'il contienne", a-t-elle aussi regretté. Il s'agit de son cinquième 49.3 depuis la reprise des travaux parlementaires en septembre et du 16<sup>e</sup> depuis son arrivée à Matignon. Comme attendu, les députés de la France insoumise ont aussitôt annoncé le dépôt d'une motion de censure, qui a peu de chances d'être adoptée puisqu'elle n'a pas le soutien de la droite.
- **Samu / Embauches** : Cinq-cent personnes supplémentaires vont être recrutées en 2024 afin de désengorger le 115, numéro d'urgence pour les personnes sans-abri, a annoncé hier sur France info le ministre délégué chargé du Logement, M. Patrice VERGRIETE.